

# La bataille pour la démocratie en Europe

**Dans sa quête de sauvegarde de la démocratie, l'UE se trouve à un moment critique, confrontée à des défis multiformes exigeant une réponse globale. Si l'ingérence étrangère retient l'attention, les défis internes sont plus délétères pour la démocratie, nécessitant une compréhension approfondie du paysage complexe auquel sont confrontés les principes démocratiques aujourd'hui.**

Alexandrina NAJMOWICZ, secrétaire générale du Forum civique européen <sup>(1)</sup>

**D**ans son dernier « discours sur l'état de l'Union », en septembre 2023, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a souligné que les institutions devaient impérativement regagner la confiance des Européennes et Européens en répondant à leurs aspirations et à leurs inquiétudes. La démocratie, a-t-elle rappelé, n'est pas seulement un concept mais une promesse qui doit être maintenue et défendue.

Les appels pour défendre la démocratie résonnent dans toute l'Union européenne, mettant en lumière l'urgence de la situation. Alors que la Commission européenne vient de proposer son « Paquet pour la défense de la démocratie », qui vise principalement les ingérences étrangères, il est essentiel d'élargir le champ d'application et de reconnaître l'importance de s'attaquer aux causes internes qui pèsent sur la démocratie.

Dans la lutte permanente pour la sauvegarde de la démocratie au sein de l'Union européenne, les décideurs politiques sont confrontés à un double défi : répondre aux vulnérabilités internes et aux attaques qui viennent de l'extérieur. Le « succès » de ces dernières repose largement sur la fragilisation des sociétés par les politiques publiques mises en œuvre à l'intérieur.

La démocratie tire sa force des processus de prise de décision lorsqu'ils conduisent à des politiques justes et efficaces. Le véritable test pour la démocratie réside dans ses résultats, à savoir la mesure dans laquelle les politiques répondent aux besoins et aux préoccupations de la société dans la diversité des situations

que vivent les gens. La légitimité des systèmes démocratiques se juge à leur capacité à faire face aux insécurités existantes dans les domaines social, économique, environnemental et culturel, à assurer l'inclusion sociale et à maintenir un avenir commun, grâce à des politiques qui favorisent la cohésion.

## Une légitimité démocratique en crise

A l'heure actuelle, la démocratie est confrontée à des défis tant en termes de fonctionnement que de résultats, comme en témoigne la défiance d'une partie grandissante de la population à l'égard des capacités qu'ont les institutions d'élaborer et mettre en œuvre des politiques qui répondent à ses besoins.

La perte de confiance dans les institutions démocratiques se constate partout, dans tous les pays considérés comme des démocraties matures, et elle est exacerbée par des décennies de mondialisation économique à travers des politiques qui privilégient la concurrence au détriment de la cohésion sociale. Les inégalités, les précarités et les insécurités qui en résultent ont fragilisé des catégories importantes de populations.

Dans l'UE, la complexité des échelons de gouvernance et la dérégulation au profit des intérêts économiques et financiers ont mis à rude épreuve la légitimité démocratique. Nos associations sur le terrain constatent chaque jour à quel point de nombreuses personnes se sentent abandonnées et privées de leur dignité par les politiques actuelles mettant les gens en compétition pour l'accès aux droits et aux services sociaux, et aussi combien les insécurités économiques et sociales provoquent désarroi et colère.

Subordonnés à une compétition économique et financière toujours plus féroce, laissant de moins en moins de secteurs protégés, de nombreux Etats font de la protection sociale un élément de la compétition entre individus. On assiste à une délégitimation de responsabilité à l'échelle individuelle concernant des défis systémiques majeurs socioéconomiques et environnementaux,

<sup>1)</sup> Le Forum civique européen (FCE) est un réseau européen de plus de cent associations et d'ONG présentes dans vingt-sept pays européens, engagées sur les questions de civisme et d'éducation à la citoyenneté, de la protection des droits de l'Homme et de la promotion de la démocratie.

**« La perte de confiance dans les institutions démocratiques se constate partout, dans tous les pays considérés comme des démocraties matures, elle est exacerbée par des décennies de mondialisation économique à travers des politiques qui privilégient la concurrence au détriment de la cohésion sociale. »**

# DOSSIER

## UE : terrains d'actions...

« L'extrême droite progresse en se faisant à sa façon le porte-voix des griefs légitimes négligés, ignorés ou niés par les gouvernements. Sur une base identitaire, elle encourage ceux qui s'estiment ignorés par les autorités en place à croire que leurs soucis seront réglés en excluant les étrangers, les marginaux, ceux qui sont différents, et en réduisant et hiérarchisant l'accès aux droits. »

tels que l'accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation et à la culture. Et, au nom de la compétitivité, on sacrifie la lutte contre le changement climatique. Mais la délégation de responsabilité vers les personnes sans les moyens et sans le pouvoir d'agir pour y faire face ne fait que renforcer la précarité et l'insécurité, comme en fait la démonstration d'Albena Azmanova dans son livre *Contre la précarité. L'anticapitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle*<sup>(2)</sup>.

### Effets politiques de la perte de confiance

De plus, face à la contestation populaire, de nombreux gouvernements répondent par l'autoritarisme. Celui-ci prend de nombreuses formes : verticalité du pouvoir, violences policières lors des manifestations, déni ou contournement des revendications des associations et syndicats qui veulent contribuer à l'élaboration de politiques justes et inclusives pour répondre à ces défis. Cela entraîne un cercle vicieux : absence de dialogue civil et social, politiques injustes, contestation populaire, répression. Chacun de ces éléments contribue à l'érosion de la confiance, terreau favorable à la montée de l'extrême droite qui prône un nationalisme identitaire et d'exclusion.

L'extrême droite progresse en se faisant à sa façon le porte-voix des griefs légitimes négligés, ignorés ou niés par les gouvernements. Sur une base identitaire, elle encourage ceux qui s'estiment ignorés par les autorités en place à croire que leurs soucis seront réglés en excluant les étrangers, les marginaux, ceux qui sont différents, et en réduisant et hiérarchisant l'accès aux droits. Partout en Europe, cette réponse aux insécurités sociales trouve son chemin dans les urnes et même dorénavant jusqu'au pouvoir d'Etat, dans certains pays. Reposant sur l'affirmation d'identités à privilégier, elle ne s'attaque pas aux inégalités, elle ne prône pas de redistributions entre les riches et les pauvres. Bien au contraire, elle met en compétition les plus vulnérables entre eux. Le recul de la démocratie et de l'Etat de droit – observé partout et même comme systémique dans certains Etats membres de l'UE – s'inscrit dans ce contexte de politique économique néolibérale. Cette évolution constitue un terreau fertile pour l'expansion de l'illibéralisme politique, l'affaiblissement des normes démocratiques et l'augmentation des restrictions des droits et des libertés. Les plus touchés sont les groupes marginalisés dont



© DR

l'accès aux droits est le plus difficile, voire refusé, notamment les personnes racisées, LGBTQIA+, les migrants et les personnes déplacées (surtout en cas d'absence de papiers), les minorités ethniques et religieuses et les personnes en situation de précarité ou de pauvreté, mais aussi toutes celles et ceux qui agissent pour le respect de leurs droits ou participent à des mobilisations sociales, environnementales, pour les droits des femmes...

### Suspecter au lieu d'écouter la société civile

Parallèlement à un rétrécissement croissant des libertés civiles en Europe – largement documenté par le Forum civique européen<sup>(3)</sup> et des institutions comme l'Agence des droits fondamentaux de l'UE – les structures de participation civique à l'élaboration des politiques sont affaiblies, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE. Les institutions ont tendance à proposer des formes de dialogue qui leur sont plus « confortables » que les cadres collectifs de discussion. Elles préfèrent la consultation des citoyens-individus à des formes collectives de participation des corps intermédiaires associatifs ou syndicaux, interlocuteurs plus aptes à remettre en question de façon articulée les défaillances des politiques publiques.

Ce refus d'un dialogue civique est un refus de prendre en compte la réalité. La société civile joue un rôle essentiel, dans la vitalité démocratique. Au moins un Européen sur cinq s'engage dans des associations en Europe, soit plus de cent-millions de personnes ! Cela construit au quotidien un espace civique dynamique qui est essentiel à la cohésion et à la résilience des sociétés, car il renforce l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux et met en évidence les insuffisances pour que les droits et les libertés, l'Etat de droit et la démocratie soient effectifs.

De plus en plus souvent on constate que la société civile devient une cible, dans les pays de l'Union européenne, avec notamment

(2) Paru en français en 2023, aux éditions du Seuil.

(3) <https://civicspacewatch.eu/civic-space-report/>.

(4) [www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/prevenir\\_ingerences\\_etrangeres\\_France](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/prevenir_ingerences_etrangeres_France).

(5) <https://civic-forum.eu/campaigns-alliances/democracy-solidarity-rights-for-all>.



*Pour que la démocratie soit plus forte en Europe il est impératif de renforcer la société civile, d'assurer et de protéger son autonomie, de reconnaître son rôle dans l'élaboration des politiques à travers la création et le renforcement d'espaces de dialogue. Ci-contre une centaine de responsables associatifs de toute l'Europe réunis à Bruxelles, le 19 septembre 2023. Objet de la réflexion : construire une approche collective pour une société juste et inclusive.*

des législations liberticides, des campagnes de diffamation qui limitent parfois sa capacité à fonctionner efficacement. Au travers de mesures de contrôle et de supervision, les associations sont de plus en plus présumées suspectes – soi-disant manque de transparence de leur financement, risque d'être vecteurs de blanchiment d'argent ou de terrorisme – ou criminalisées, pour l'aide humanitaire apportée aux migrants. Dans ce contexte, l'adoption de la récente proposition de directive européenne sur la « Transparence de la représentation d'intérêts pour le compte de pays tiers », comprise dans le « Pack pour la défense de la démocratie », serait très préoccupante.

### **Les « agents étrangers » dans le viseur**

Un financement étranger va ainsi devenir un critère pour juger du risque que représente une association, en contradiction avec ce que disent les textes internationaux de protection des libertés civiques. Cette mise en avant d'un caractère étranger s'inscrit dans une montée des replis nationaux réactionnaires et entre en synergie avec les idées d'extrême droite. Dans les faits, comme on le voit dans des pays qui ont des législations de ce type, les

**« Le recul de la démocratie et de l'Etat de droit s'inscrit dans un contexte de politique économique néolibérale. Cette évolution constitue un terrain fertile pour l'expansion de l'illibéralisme politique, l'affaiblissement des normes démocratiques et l'augmentation des restrictions des droits et des libertés. »**

règlementations imposent des contraintes administratives disproportionnées. Mais surtout, elles entraînent des conséquences délétères sur le droit d'association, telles que la stigmatisation et le harcèlement. Cette directive européenne, comme les textes nationaux équivalents déjà en vigueur, donne l'impression injuste que ceux qui sont financés à partir de l'extérieur de l'UE peuvent être soupçonnés d'activités malveillantes menées pour le compte de pays tiers.

Ce type de législation visant les « agents étrangers » a déjà été contestée par la société civile aux Etats-Unis parce qu'elle contient des définitions vagues de ce qui constitue un agent étranger, ou des activités politiques, englobant fondamentalement toutes les activités des associations ; et parce qu'elle crée des charges importantes pour les organisations de la société civile.

Plus récemment encore, de telles lois ont été proposées par les gouvernements de pays candidats à l'UE (Géorgie, Bosnie-Herzégovine), ainsi que d'autres pays (Kirghizistan, Kazakhstan). Le gouvernement hongrois a adopté une « loi sur la défense de la souveraineté » qui peut être utilisée pour cibler arbitrairement toute organisation ou personne qu'on pourrait accuser de servir des intérêts étrangers et de mettre en péril la souveraineté de la Hongrie. La France n'est pas en reste, l'Assemblée nationale a voté le 27 mars 2024 une proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères, qui risque de poser de graves atteintes aux libertés publiques<sup>(4)</sup>.

La défense de la démocratie en Europe nécessite des efforts concertés pour relever les défis internes et donner la priorité aux politiques qui privilégient le bien commun. Ce n'est qu'en favorisant la résilience démocratique que l'UE pourra défendre ses valeurs fondamentales et regagner la confiance du public dans les institutions démocratiques.

Pour que la démocratie soit plus forte il est impératif de renforcer la société civile, d'assurer et de protéger son autonomie, de reconnaître son rôle dans l'élaboration des politiques à travers la création et le renforcement d'espaces de dialogue.

Dans le cadre d'une campagne transnationale pour les élections européennes de juin prochain<sup>(5)</sup>, le Forum civique européen s'engage, au sein de la plateforme Civil Society Europe, pour demander un cadre interinstitutionnel de dialogue civil au niveau européen. Ce n'est que par une action collective et un engagement sans faille que la promesse de la démocratie pourra être tenue, garantissant un avenir où personne ne sera laissé pour compte et où l'on pourra sortir de l'impasse des alternatives réactionnaires à un statu quo injuste. ●